

10 avril 2007

De Vimy à l'Afghanistan

Les actualités de la fin de semaine de Pâques, plus encore au Canada anglais qu'au Québec, furent une orgie de patriotisme militariste tablant sur la mort de six soldats canadiens en Afghanistan et sur la ré-ouverture du monument de Vimy, correctement francisé à la toute dernière minute question de rappeler au Québec son humiliant statut subordonné. Selon le ministre des Affaires extérieures, l'un est la continuation de l'autre. Il a tout à fait raison mais pas du tout dans le sens qu'il l'entend. Loin d'être des guerres pour la démocratie, ces guerres distantes de près d'un siècle sont des guerres de conquête impérialistes en tant qu'allié junior, dans le premier cas de la Grande-Bretagne sur son déclin, dans le second des États-Unis sur leur déclin. Comme toutes les guerres impérialistes, elles se présentent sous le jour de la lutte pour la démocratie, il y a un siècle contre l'aristocratie militariste allemande, aujourd'hui contre le fondamentalisme islamique des Talibans. Sans doute.

La Grande-Bretagne colonialiste et tout aussi militariste, il est vrai davantage puissance navale que terrestre, présidant aux grandes famines des Indes et aux massacres en Afrique noire de la fin du XIX^è siècle, prémonitions des holocaustes du XXI^è siècle, était-elle moins condamnable que cette Allemagne impériale en mal de colonies ? Ce gouvernement étasunien, déployant ces barbaries de l'Iraq à Guantanamo sans oublier son soutien indéfectible à l'État raciste d'Israël, hier à l'apartheid sud-africain sans compter les "carpet bombing" et agents orange vietnamien, cambodgien et laotien qui firent trois millions de morts, est-il moins barbare qu'Al-Quaïda ou Saddam Hussein qui furent ses alliés avant de devenir ses ennemis ?

Pendant que les monopoles médiatiques canadiens se gargarisent de chauvinisme patriotique, allant jusqu'à défendre la thèse que Vimy a été un acte fondateur de l'identité canadienne -- acte fondateur d'une bourgeoisie conquérante sur le dos de la jeunesse populaire qui se consuma en chair à canon sur l'autel de la nouvelle nation -- le gouvernement de cette brave nation fait fie du combat contre l'effet de serre qui, il est vrai, menace davantage les Inuits du grand Nord et les peuples pauvres du tiers monde, qui n'en sont nullement responsables, pour le plus grand bénéfice des monopoles pétroliers (et bancaires qui les financent) englués dans les sables bitumineux, les mêmes qui veulent ce pipe-line afghan passant près de Kandahar où six jeunes soldats viennent de mourir pour eux et pour l'Empire.

Marc Bonhomme

Libre opinion: Rebâtir l'Afghanistan et protéger notre société ?

Raymond Legault, Collectif Échec à la guerre*

Le Devoir, Édition du vendredi 06 avril 2007

Mots clés : militaires, Forces armées, Gouvernement, Canada (Pays), Afghanistan (Pays)

Le mardi 3 avril, à l'invitation du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) et avec l'appui de plusieurs grandes entreprises qui profitent directement de l'accroissement des dépenses militaires, le ministre canadien de la Défense nationale, Gordon O'Connor, prononçait un discours intitulé «Rebâtir l'Afghanistan et protéger notre société». Le collectif Échec à la guerre protestait devant l'hôtel Reine-Élisabeth pour exprimer sa profonde dissidence et appeler au retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan.

Le ministre O'Connor a réitéré que l'intervention militaire canadienne en Afghanistan s'inscrivait dans le cadre d'une mission autorisée par l'ONU. Plusieurs précisions s'imposent.

Tout d'abord, le Canada ne s'est pas impliqué en Afghanistan à la demande de l'ONU. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, cette guerre a été déclenchée par les États-Unis en partenariat avec certains pays membres de l'OTAN, dont le Canada, sans qu'aucune résolution du Conseil de sécurité des Nations unies ne l'ait autorisée.

Nettement dominé par les États-Unis, le Conseil de sécurité a par la suite failli d'agir dans le sens du mandat que lui confère la Charte des Nations unies. Tout comme pour l'Irak, non seulement il n'a pas dénoncé la guerre, il a de plus accepté les faits accomplis par la suite, entérinant la mise en place de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et en confiant la direction... à l'OTAN.

Qui plus est, à ce jour, le Conseil de sécurité n'a jamais demandé de comptes au sujet de l'opération militaire états-unienne «Liberté immuable» (Enduring Freedom), une campagne de bombardements qu'un pays étranger poursuit depuis plus de cinq ans en Afghanistan, pays dont le Conseil de sécurité prétend par ailleurs reconnaître entièrement la souveraineté. Selon nous, de tels agissements violent l'esprit et la lettre de la Charte des Nations unies et ne confèrent aucune légitimité à l'intervention militaire canadienne en Afghanistan. Ils contribuent plutôt à discréditer le Conseil de sécurité et ses résolutions aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique mondiale.

Des progrès importants en Afghanistan?

Le ministre O'Connor a dit avoir constaté, lors de sa dernière visite en Afghanistan, «un changement important» dans le sens d'un «retour à la normale» dans le sud de l'Afghanistan. Il a parlé de construction de routes, de restauration d'écoles, de 2500

villages qui ont l'électricité pour la première fois. Mais ni les journalistes ni les parlementaires canadiens qui ont visité le pays n'ont été à même de constater tout cela.

Bien plus, des organismes comme le Conseil de Senlis, qui mènent des enquêtes et ont de nombreux observateurs sur le terrain, affirment exactement le contraire. Un rapport publié en février 2007 sur l'état des hôpitaux dans le sud du pays conclut que «malgré cinq années d'interventions militaires étrangères à Kandahar et Lashkar Gah, les hôpitaux y demeurent dans un état de délabrement total et sont perçus comme le symbole flagrant du manque de préoccupation de la communauté internationale pour la population afghane».

De façon plus générale, on nous dit qu'il s'agit d'instaurer stabilité et sécurité en Afghanistan, mais après cinq ans, l'insécurité de la population grandit et le nombre de victimes civiles s'accroît... On nous dit qu'il s'agit d'étendre l'autorité d'un gouvernement central légitime, mais selon Human Rights Watch, les élections parlementaires ont été systématiquement marquées par l'intimidation et le Parlement afghan est en majorité composé de représentants des seigneurs de la guerre et des barons de l'opium. On nous dit qu'il s'agit de contribuer à l'avènement d'une société respectueuse des droits de la personne, mais ce sont «nos» alliés afghans, les seigneurs de la guerre, qui sont responsables du plus grand nombre de violations des droits de la personne. On nous dit qu'il s'agit d'aider à la reconstruction et au développement de l'Afghanistan, mais les dépenses militaires sont dix fois plus élevées que cette prétendue aide.

Les raisons de la présence canadienne

«Vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes», avait tonné George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Sous la pression des grands milieux d'affaires canadiens -- le Conseil canadien des chefs d'entreprise en tête --, les dirigeants politiques au Canada ont cédé à ce chantage primaire et opté pour le renforcement du partenariat avec les États-Unis, y compris dans la guerre.

L'entente s'est finalement officialisée sous le nom de Partenariat pour la sécurité et la prospérité, de bien beaux mots qui camouflent une tout autre réalité.

Un changement majeur du rôle international de l'armée canadienne et son intégration de plus en plus grande à l'armée et aux opérations offensives états-uniennes dans le monde se sont effectués progressivement depuis une quinzaine d'années. Ces changements se sont accélérés depuis le lancement de la prétendue guerre contre le terrorisme et ont été officialisés en 2005, avec l'Énoncé de politique internationale (EPI) du gouvernement Martin, dont la nouvelle approche «3D», liant la diplomatie et le développement à la défense, marque le virage militariste de la politique étrangère canadienne.

Par la suite, le gouvernement minoritaire conservateur a bien sûr renchéri sur cette orientation, et c'est sous son mandat que ce virage militariste est devenu évident.

Inquiets du fait qu'après cinq ans et demi, l'intervention étrangère gagne de moins en moins «les coeurs et les esprits» des Afghans, plusieurs critiques se limitent à faire pression en faveur d'un changement de mandat des forces canadiennes. Il s'agirait de réduire l'importance du «volet» militaire pour accroître celle des «volets» développement et diplomatie. Il s'agirait de consacrer davantage de ressources à l'amélioration concrète de la vie quotidienne et peut-être même de négocier avec les talibans... ou certains talibans.

Même quand elles se basent sur de bonnes intentions, ces suggestions font abstraction, à notre avis, de la réalité sur le terrain. En effet, ce qui explique les résultats désastreux actuels et l'hostilité grandissante de la population afghane envers les troupes étrangères, c'est que les véritables raisons de cette guerre n'ont rien à voir avec les motifs nobles évoqués par nos gouvernements. Ces résultats ont tout à voir avec ces motifs non avoués: mise en place d'un gouvernement favorable aux intérêts occidentaux, construction et contrôle du pipeline transafghan, établissement de bases militaires états-uniennes juste à côté de l'Iran et des ressources de la mer Caspienne, etc.

Notre premier devoir de solidarité envers la population afghane est d'exiger le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan et la fin de la participation du Canada à une guerre d'occupation, de mainmise et de contrôle étrangers.

* La position du collectif Échec à la guerre est développée dans une brochure de 44 pages intitulée Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan.